

10ème circonscription Brou - Champs – Chelles – Emerainville – Lognes – Noisiel – Vaires

A défaut d'accord national avec la France Insoumise ici une récapitulation de nos négociations sur notre circonscription avec notamment la dernière tentative pour arriver à un accord dans la dernière ligne droite avant la clôture des candidatures ...

... ci-dessous le lien vers notre tract appelant à une assemblée populaire permettant de statuer
+ un de mes envois de mails explicatifs à notre liste citoyenne de Noisiel et Lognes
+ les mails à FI de notre candidat proposé Franck Mouly.

<https://pcf-noisiel-lognes.org/2017/05/17/legislatives-10eme-circonscription/>

(**en fin de document** les 2 lettres actant des négociations de FI et le PCF sur notre circonscription
+ **la lettre de Pierre Laurent** résumant le pourquoi de cet achoppement au niveau national ...
dans un autre dossier nous présentons les tentatives du PCF pour arriver à un accord global)

Destinataire : voldenuit48@numericable.com Date : 13/05/2017 22h56

Bonjour à toutes et à tous,

(diffusion liste de contact citoyenne sur Lognes - Noisiel)

objet: Assemblée citoyenne du Mardi 16 Mai à Champs : Campagne des législatives de la 10ième circonscription (Brou - Champs - Chelles - Emerainville - Lognes - Noisiel - Vaires) sur les villes de Noisiel et Lognes .

Assemblée populaire et souveraine : Désignons ensemble nos candidats et entrons en campagne ! (notre appel en pièce-jointe)

Mardi 16 Mai à 19h salle Jean-Jaurès à Champs-sur-Marne (Le gymnase à côté de la poste)

Cette assemblée se veut comme l'ultime chance d'avoir une candidature commune avec la France Insoumise sur notre circonscription bien que tout cela semble assez compromis (FI ayant décidé depuis déjà quelques jours de fermer la porte à un accord au niveau national) et sur notre secteur ils ont eu une assemblée générale ou notre dernière proposition (signature de leur charte avec en titulaire Franck Mouly élu sur Chelles et animateur du Front de Gauche depuis de nombreuses années) a été refusée par un vote majoritaire

A défaut on devra trouver une suppléante et partir sans FI à la bataille du 1er tour des législatives avec notre propre conception d'un rassemblement plus élargie et non

hégémonique... mais il sera temps d'y revenir tranquillement dans notre campagne si cela est ainsi

bien amicalement à tous,
pour notre collectif communiste
jean pierre bardet
06 07 73 73 33

<http://pcf-noisiel-lognes.org/>

n'hésitez pas à me demander comme ami sur mon facebook

<http://tinyurl.com/ha7s5xc>

PS: Les dates (Législatives dimanches 11 et 18 juin 2017)
en pièce-jointe aussi le compte-rendu de la réunion du 5 mai avec FI

Sujet: [Infochelles] IMPORTANT - Législatives : assemblée populaire à Champs

Date: Tue, 16 May 2017 08:35:11 +0200

De: Frank Mouly <fmouly@pcf.fr>

Pour: Liste d'information des adhérents de la section de Marne-et-Chantereine du PCF
<infochelles@chelles.pcf.fr>

Cher-e-s camarades,

Devant le risque de division, les sections du PCF de notre territoire réunies en AG ont appelé à la tenue d'une Assemblée populaire souveraine ce soir à 19 h à Champs-sur-Marne, salle Jean Jaurès (au dessus-du gymnase).

Ta participation est très importante. Comme celle du plus grand nombre de communistes, d'insoumis, de socialistes ou d'écologistes dégoutés, et tous ceux qui désespèrent de la gauche mais refusent l'OPA de Macron et sa politique archaïque, et veulent l'union de ces forces.

La démarche que nous proposons de nous en remettre à la décision de **cette assemblée est particulièrement forte et innovante.** Elle appelle d'ailleurs de notre part que nous sachions faire la preuve jusqu'au bout par l'écoute, de nos intentions aussi démocratiques que rassembleuses. Dans cette assemblée, des points de vue différents et passionnés pourraient s'exprimer : c'est bien normal. Sachons pour notre part rester serein en ayant la conviction que la décision qui sera prise par le plus grand nombre sera la plus juste et la plus forte.

Il est très important que nous soyons donc nombreux. Non pas pour nous imposer par le nombre mais pour faire valoir nos arguments. J'ajoute que les caméras de Canal Coquelicot seront présentes.

Comptant sur toi.

Fraternellement.

Frank Mouly

<https://twitter.com/fmouly>

Expéditeur : Frank Mouly <fmouly@pcf.fr> 🌱 Date : 17/05/2017 08h18

Objet : Retour sur l'AG d'hier soir

Cher-e-s camarades,

L'AG d'hier soir a été un grand succès. Avec plus de 90 participants, dont plus d'un quart non communiste (insoumis, verts, socialistes, hors parti).

Notre assemblée a adopté deux résolutions que je t'indique ci-dessous :

Appel aux partis de gauche transformatrice

Nous, les 90 citoyens et citoyennes de la 10ème circonscription, militants d'organisations politiques, syndicales, associatives, sympathisants ou membres d'aucune organisation qui nous sommes reconnus dans tout ou partie des idées et du programme l'avenir en commun porté lors de la campagne des présidentielles par le candidat de la France Insoumise.

Déclarons notre attachement le plus acharné à l'unité et au rassemblement qui devrait constituer le prolongement nécessaire de cette campagne et qui a permis d'atteindre sur la circonscription un score de 26,1% et 15 702 voix. Nous refusons que la division alimente l'abstention.

Par cette déclaration, nous interpellons solennellement les candidats d'ores et déjà déclarés de la France Insoumise, pour leur demander de ne pas céder à la division des forces qui ont convergé lors de la campagne des Présidentielles.

Nous avons entendu que la signature de la charte France insoumise n'était pas l'obstacle principal à une candidature commune, le candidat proposé par le PCF se disant prêt à la signer.

Nous demandons que les contacts nécessaires soient pris au plus vite entre les animateurs de la campagne France Insoumise, le PCF, les verts, dans la 10ème circonscription, et des représentants de l'assemblée citoyenne tenue ce jour, pour aboutir à un accord sur la base d'une candidature et d'une campagne commune, avec le principe d'un tirage au sort pour désigner le titulaire et le suppléant.

Votants 72 participants

Pour 67

Abstention 5

Évidemment, l'AG se devait de prendre une position dans l'hypothèse où la résolution ci-dessus ne devait pas aboutir favorablement. Nous avons donc soumis au vote la seconde résolution suivante :

Nous avons toujours privilégié jusqu'alors une candidature unitaire, mais, à défaut d'accord, nous déclarons la désignation du binôme Frank Mouly, Maud Tallet à l'élection dans la 10e circonscription législative de Seine-et-Marne, pour contribuer à la convergence la plus large possible de toutes les forces de progrès qui entendent résister à la politique libérale et anti sociale du gouvernement Macron.

**Adoptée par 66 votants 53 pour 3 contre
10 abstentions 4 ne prennent pas part au vote**

Mail à FI :

Expéditeur : Frank Mouly <fmouly@pcf.fr> 🌱 Date : 17/05/2017 07h54

Bonjour,

La résolution adoptée hier soir est disponible ici :

<https://www.lhumaindabord.com/2017/05/17/declaration-des-participants-a-lassemblee-citoyenne-reunie-le-16-mai-2017-salle-jean-jaures-a-champs-sur-marne/>

Je suis disponible à tout moment 06 34 23 14 08

Bonne journée.

Frank Mouly

<https://twitter.com/fmouly>

<https://www.facebook.com/frank.mouly>

Cela ayant constitué à ma connaissance la réponse de FI via canal coquelicot ...

Expéditeur : Frank Mouly <fmouly@pcf.fr> Date : 17/05/2017 18h52

Premier élément de réponse de FI dans le reportage de ce soir de Canal coquelicot

<https://youtu.be/WP6lsuznYs0?t=50s>

Compte rendu de la rencontre pour la 10^e circonscription de Seine-et-Marne entre France Insoumise et le PCF

Deux délégations de la France Insoumise et du Parti communiste français se sont rencontrées hier soir. Étaient présents :

- **PCF** : Daniel **Alarçon** (Champs), Valéry **Boilot** (Brou), Michel **Bouglouan** (Champs), Guy **Gagnepain** (Vaires), Frank **Mouly** (Chelles), Jean-Bernard **Schaki** (Chelles)
- **France Insoumise** : Stéphane **Baron** (Chelles), Jean-Marc **Ferrand** (Chelles), Françoise **Godin** (Noisiel), Maxime **Laisney** (Chelles)

Les deux délégations ont confirmé ne pas avoir de mandat pour négocier. Les échanges avaient vocation à mettre en commun nos analyses de la situation après le premier tour de la présidentielle et la possibilité de convergences dans la perspective des législatives.

Concernant la présidentielle, les délégations se sont réjouies du bon score, notamment sur notre circonscription, due à la qualité de la campagne, et singulièrement à la performance de notre candidat commun. Ce n'est pas seulement le charisme du candidat, c'est aussi et peut-être surtout un vote de conviction sur un projet qui s'est exprimé. Les délégations ont également convenu que le résultat particulièrement intéressant sur la circonscription s'expliquait aussi dans l'activité des insoumis, des communistes et dans la dynamique du Front de gauche sur plusieurs années et qui s'est traduite par des initiatives communes. C'est donc un résultat très encourageant malgré notre non qualification pour le second tour.

La suite de la discussion a porté sur l'échéance législative. La discussion a privilégié un scénario à l'issue du second tour de la présidentielle (élection d'Emmanuel Macron), mais la délégation PCF a indiqué que l'élection éventuelle de Marine Le Pen serait susceptible de modifier considérablement la nature et les objectifs de rassemblement pour les législatives.

Concernant les législatives, les communistes ont renouvelé leur proposition faite depuis des mois d'une candidature commune avec un binôme comprenant la candidature de Frank Mouly (PCF) comme titulaire et un candidat France Insoumise comme suppléant.

Même si l'ensemble des personnes présentes se sont exprimées en faveur de l'union des forces qui ont soutenu Jean-Luc Mélenchon, le débat a été vif et des désaccords significatifs se sont exprimés. La délégation communiste a indiqué que :

- la France insoumise constituait dorénavant une force politique réelle qui devait être respectée, au même titre que doit être respecté le PCF, force politique fortement implantée dans notre territoire.
- les très bons résultats dans notre circonscription de Jean-Luc Mélenchon nous donnaient une responsabilité collective pour lui trouver un prolongement, avec l'espoir inédit de faire élire un député dans notre secteur, et de préparer ensemble de futures échéances.

- la candidature de Frank Mouly constituait un atout, susceptible de rassembler communistes, insoumis et bien au-delà.

La délégation de la France Insoumise a, quant à elle, indiqué :

- regretter que ce soit toujours à la FI de céder la place au PCF dans les candidatures (mais tout en refusant des discussions départementales qualifiées de « tambouille politicienne »).
- regretter le climat dans ses rapports avec le PCF, « surfant sur la vague Mélenchon » au profit de ses candidats (la 7^e circonscription a été citée entre autres).
- considérer qu'il était hors de question de ne pas respecter scrupuleusement la méthode prévue par la France Insoumise pour les législatives (mode de désignation dans les groupes d'appui, signature de la charte, etc.) afin de ne pas décourager les nouveaux venus dans le combat politique qui rejoignent la France insoumise.
- regretter que l'on avance pas dans nos discussions et signaler que la réunion de circonscription de la France Insoumise du lendemain (jeudi 4 mai 2017) serait décisionnelle sur la désignation des candidats France insoumise.

A noter que deux des quatre membres de la délégation de la France Insoumise (mais aussi un camarade communiste) ont, dans le débat, indiqué qu'à titre personnel ils ne feraient pas campagne si des candidatures concurrentes devaient émerger.

A ce stade, à l'issue d'une discussion confuse laissant entrevoir qu'aucun accord ne pourrait être envisagé, Frank Mouly a fait en son nom propre, mais avec l'accord de la délégation PCF, la proposition suivante :

- une candidature commune avec comme candidat titulaire Frank Mouly et suppléant France insoumise, avec signature de la Charte de la France insoumise.
- une campagne commune à partir du projet *L'avenir en commun*, à faire vivre à partir des réalités locales, s'organisant et vivant dans les groupes d'appui France insoumise quand ils existent, et les Assemblées citoyennes PCF/FDG quand elles existent.
- une campagne sous l'intitulé France insoumise (charte graphique), avec le soutien du PCF/FDG.

Une partie de la délégation France Insoumise a semblé considérer que l'examen de cette proposition serait une probable perte de temps supplémentaire.

Frank Mouly s'est engagé à ce qu'une assemblée de circonscription des communistes se prononce d'ici le mardi 9 mai sur la proposition qu'il a formulé, en incluant y compris un scénario secondaire d'inversion des candidatures (titulaire FI, suppléant PCF), demandant en contrepartie que l'assemblée de circonscription de la France insoumise du jeudi 4 mai soit informée de cette proposition potentielle et sursoit à toute décision définitive actant de la division.

La délégation de la France insoumise a indiqué que cette proposition serait transmise ce jeudi aux insoumis de la circonscription. La discussion a pris fin.

France Insoumise
10ème circonscription de Seine-et-Marne

au Parti Communiste Français
de la 10ème circonscription de Seine-et-Marne

Cher-es ami-es, cher-es camarades,

Comme nous vous en avons informés lors de notre rencontre informelle (nos deux délégations n'ayant pas de mandat) du mercredi 3 mai dernier, les Insoumis-es se sont réunis en assemblée de circonscription ce jeudi 4 mai pour discuter à nouveau de la question des candidatures aux élections législatives et examiner votre proposition.

Nous soulignons donc en préliminaire que le binôme désigné le 10 janvier dernier et validé par le comité électoral de la FI, à savoir Françoise Godin comme suppléante et Maxime Laisney comme titulaire, a accepté de remettre en jeu sa désignation, en particulier pour tenir compte de la forte dynamique qui a vu grossir les rangs des groupes d'appuis de la FI tout au long de la campagne, et sans se tarir depuis le 23 avril, partout sur la circonscription.

La proposition formulée par le PCF a été présentée par Jean-Marc Ferrand (présent mercredi soir lors de la rencontre) en début de réunion. Elle a fait l'objet d'un débat de plus de deux heures parmi les Insoumis-es réunis. A l'issue de ce débat, nous avons défini collectivement une manière de trancher sous la forme d'un vote entre quatre options, qui ont obtenu les résultats suivants :

- Pour le maintien du binôme FI désigné (M.Laisney titulaire, F.Godin suppléante) : 11 voix;
- Pour une candidature commune avec la FI en titulaire (M.Laisney titulaire, une femme PCF suppléante) : 20 voix;
- Pour une candidature commune avec le PCF en titulaire (F.Mouly titulaire, une femme FI suppléante) : 3 voix;
- Pour une candidature commune dont le titulaire serait tiré au sort parmi les candidats : 0 voix.

Nous précisons à nouveau que, même si sur le plan légal une candidature homme-homme est possible, le comité électoral de la FI n'en valide évidemment aucune, pour des raisons politiques.

La position des Insoumis-es de la 10ème circonscription de Seine-et-Marne est donc maintenant arrêtée : nous vous proposons une candidature commune avec Maxime Laisney (FI) en titulaire.

Comme partout en France, une nouvelle assemblée de circonscription FI se tiendra à nouveau mercredi 10 mai prochain pour entrer en campagne. Nous y examinerons en introduction votre réponse, qui aura donc dû nous parvenir en amont. Afin, le cas échéant, de vous inviter à cette assemblée.

Cordialement.

Pour la France Insoumise,
Maxime Laisney

Lettre de Pierre Laurent aux adhérent-es du Parti communiste français

Chers camarades,

Dans un communiqué publié mardi 9 mai au soir et dans l'émission de Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV ce mercredi 9 mai, Jean-Luc Mélenchon et son directeur de campagne, Manuel Bompard, ont pris la responsabilité d'annoncer la rupture de toute discussion avec notre parti pour les élections législatives. Je sais que cette situation vous inquiète tous. Je le comprends.

Je veux vous le dire clairement : cette rupture, ni moi, ni la direction du PCF, ne l'avons décidée, encore moins souhaitée, et nous ne nous y résolvons pas. Toute autre affirmation est simplement mensongère.

Tous les actes que nous avons produits, que j'ai personnellement produits depuis des mois pour notre engagement dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon et pour un accord national entre nos formations pour les élections législatives attestent du contraire. J'invite chacun à relire l'intégralité de mes prises de position et celles de la direction du Parti et les trois appels lancés depuis le premier tour de l'élection présidentielle.

Tout est dit, tout est clair et basé sur un principe simple : union et rassemblement dans le respect de tous. Je réfute donc les allégations entendues ces dernières heures. Je le dis avec fermeté et colère, même si je n'ai nullement l'intention de verser dans la polémique stérile à laquelle certains nous appellent. Des élections législatives cruciales nous attendent. Le peuple peut, à nouveau, reprendre la main. Etre utile à cela est la seule chose qui m'importe, qui doit nous mobiliser.

Je tiens tout de même à apporter à chacun d'entre vous les éléments d'information et d'appréciation nécessaires.

1) D'abord, et c'est l'essentiel, sur le sens de nos efforts pour les élections législatives

Après l'élection présidentielle, cette nouvelle bataille est décisive. Elle va à nouveau redistribuer les cartes et peut donner une nouvelle chance aux électeurs, aux sept millions et demi qui ont voté Jean-Luc Mélenchon, de reprendre du pouvoir sur l'avenir.

Nous sommes dans une situation inédite, instable et mouvante. Les électeurs n'ont pas dit leur dernier mot. Ces élections vont décider deux choses : qui aura la majorité ? Aujourd'hui, la réponse n'est acquise pour personne. Et quelles formations seront demain présentes dans le nouveau paysage politique ?

Notre objectif est donc clair : disputer la majorité parlementaire à Emmanuel Macron, aux forces du libéralisme et de l'extrême-droite et permettre à toutes les forces engagées dans la bataille, dont le Parti communiste français, d'être représentées pour être utiles demain aux forces populaires. Forts des sept millions et demi de voix recueillies par Jean-Luc Mélenchon le 23 avril, et rassemblés, nous pouvons (FI, le PCF, Ensemble !, etc) empêcher le Président de la République d'avoir les mains libres pour casser le Code du Travail.

Nous pouvons battre ses candidats et ceux de la droite dans de très nombreuses circonscriptions, barrer la route à l'entrée massive de députés Front national au Parlement, après avoir barré la route

de l'Elysée à Marine Le Pen. La meilleure chance de victoire que nous pouvons nous donner, c'est l'union maximale de ces forces, en les unissant tout en respectant leurs différences.

C'est cette méthode que nous ne cessons de proposer pour les élections législatives, en rassemblant tous nos candidats sous une bannière commune respectueuse de tous, membres ou non de la France insoumise. Nous allons entrer en campagne en tendant nationalement et localement la main à de telles ententes. Nous agissons dans les heures qui viennent à nouveau en ce sens.

Pourquoi cette proposition de bon sens est-elle à ce jour refusée par les dirigeants de la France insoumise, même quand elle est localement acceptée ?

Je crains malheureusement que les dirigeants de la France insoumise misent sur un choix dangereux et périlleux pour la défense des intérêts populaires. Préférer l'intérêt d'une recomposition politique partisane autour de la seule France insoumise à la possibilité d'une ample victoire les 11 et 18 juin prochains. Mais je tiens à réaffirmer que rien, pour notre part, ne doit nous détourner du cap choisi. L'union des forces capables de reconstruire une gauche nouvelle, profondément réinventée comme nous avons commencé à le faire avec le Front de gauche puis dans cette année 2017, n'est pas un choix de circonstance électorale, c'est un choix de fond et durable.

Et je demande aux candidats que nous avons investis d'entrer en campagne en portant cette ambition de rassemblement auprès de tous les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, auprès de tous les électeurs aujourd'hui à la recherche d'une voie nouvelle pour l'avenir, auprès de toutes les forces socialistes et écologistes qui refuseront de cautionner la politique de Macron.

Notre ligne de conduite reste la même. Nous avons voté Jean-Luc Mélenchon pour ouvrir la voie à un nouvel espoir. Après avoir battu Marine Le Pen, et conscients des combats qui nous attendent face à Emmanuel Macron, nous voulons aujourd'hui concrétiser cet espoir et cette force dans les élections législatives en rassemblant le maximum de voix et de forces à gauche et en faisant élire le maximum de députés communistes et d'autres forces qui porteront les combats à venir.

Nos candidates et candidats, issus dans toute la France du monde du travail, doivent travailler à faire entrer cette force populaire à l'Assemblée nationale.

C'est sur ces bases que je lancerai [demain à 19h, au gymnase Japy à Paris](#), la campagne nationale de nos candidats pour les élections législatives. J'invite toutes celles et ceux qui le peuvent à y participer ou à en relayer la parole.

Dans cette bataille, nous défendons la liberté d'initiative du Parti communiste. Nous avons raison pour maintenant et pour l'avenir. Pour notre part, nous n'opposons pas ce choix à celui que d'autres font dans la France insoumise. Mais nous ne voulons pas de tutelle. Et la position claire que nous avons adoptée entre les deux tours est un bel exemple de l'utilité qu'il y a à maintenir la parole singulière du PCF.

Union et respect sont nos deux boussoles.

2) Sur les négociations de ces dernières heures

Je veux là aussi donner quelques précisions. Car des camarades nous posent légitimement la question : avons-nous tout fait pour éviter l'échec actuel des discussions ?

Oui, nous avons tout tenté. Et nous allons continuer.

Hier après-midi, mardi 9 mai, j'ai lancé un nouvel appel public, le troisième en deux semaines, car nous sentions grandir le risque d'une annonce de rupture unilatérale. J'ai redit notre volonté d'aboutir sans délai à un accord large et national permettant d'aller ensemble à la bataille avec une candidature commune dans le maximum de circonscriptions. Le risque grandissait puisque nos interlocuteurs écartaient depuis déjà dix jours toute possibilité d'un accord national qui n'aurait pas lieu sous la tutelle unique de la France insoumise, poussant ainsi à la multiplicité des candidatures issues des diverses forces ayant soutenu Jean-Luc Mélenchon et à la division des électeurs réunis par son bulletin de vote le 23 avril.

Depuis, nous en étions réduits à des discussions sur des listes qui diminuaient comme peau de chagrin, concernant une poignée de circonscriptions, 26 exactement sur 577 lors de la dernière discussion de lundi. Nous les poursuivions tout de même, avec la volonté d'aboutir à un accord pourtant insuffisant mais dont nous espérions qu'il envoie un signal unitaire positif.

Dans la dernière liste discutée, 13 retraits réciproques étaient envisagés pour chaque force, autant dire que nous étions loin de toute ambition majoritaire. Dans ces listes figuraient les 7 députés communistes sortants, comme si cela relevait d'un exploit que de soutenir des députés irréprouchables dans leur combat tout au long du quinquennat, et seulement 6 circonscriptions dans lesquelles nous sommes au combat pour la reconquête.

Mais la France insoumise a continué de nous demander de nous retirer à Ivry et à Créteil sans contrepartie, ainsi qu'à Montreuil, à Grigny, tandis qu'elle refusait d'envisager tout retrait réciproque à Paris, où 4 circonscriptions sont pourtant jouables ; que jamais le Gard, la Dordogne ou les Bouches du Rhône n'ont été envisagés à un seul moment, pour ne prendre que trois exemples de très bons résultats départementaux de Jean-Luc Mélenchon. Où était la volonté de gagner ensemble ?

Malgré cela, et après avoir accepté d'intégrer dans les circonscriptions compensables par un retrait de notre part les 7 députés sortants, nous sommes allés jusqu'à accepter des retraits non compensés à Toulouse, à Montpellier, à Grenoble, à Marseille... Nous avons dit notre accord pour trouver des circonscriptions d'atterrissage gagnables et acceptables par nos deux formations pour les porte-paroles de France insoumise, puisque cela semblait être la priorité numéro un de la France insoumise, en démontrant que l'élargissement du périmètre des discussions permettrait de trouver aisément une solution. J'ajoute que jamais dans la discussion la moindre information ne nous a été donnée sur le choix de Jean-Luc Mélenchon, alors que s'il s'agissait de Marseille, cela aurait pu ouvrir la voie à une discussion fructueuse sur l'ensemble de la ville et du département. J'arrête là, mais je pourrais donner d'autres exemples que les responsables de notre secteur Elections, qui siégeaient à mes côtés dans ces discussions, pourraient aisément détailler.

Je tiens seulement à redire avec ces éléments que notre disponibilité à un accord même étriqué était total et qu'elle le reste. Evidemment, si je porte ces éléments à votre connaissance, ce n'est aucunement à l'usage d'une bataille publique mais afin que tous ceux qui nous demandent des éclaircissements puissent en disposer en toute transparence.

En conclusion,

Je veux le redire à chacune et chacun. Ne perdons pas de vue l'essentiel : l'intérêt de notre peuple et l'enjeu législatif face à Macron, la droite et le FN.

Travaillons inlassablement pour aujourd'hui et pour l'avenir, au rassemblement. Nous avons dans toute la France de belles et beaux candidats représentatifs du monde salarié, impliqués dans la vie du quotidien des Français, pétris de principes éthiques qui font tant défaut dans la politique. Le score qu'ils réaliseront, les députés que leur travail permettra d'élire, le groupe qu'ils permettront de constituer seront des points d'appui indispensables pour les batailles qui s'annoncent.

Ainsi, et nous en ferons un enjeu majeur de l'élection, nous pouvons priver le Président de la République de la possibilité de recourir aux ordonnances. Car il n'en a pas seul le pouvoir. Une loi d'habilitation de ces ordonnances doit être votée par le Parlement.

Alors, chers camarades, je vous appelle au combat et à la confiance, dans cette période aussi rude que pleine de promesses.

Courage à vous toutes et vous tous.

Pierre Laurent

Secrétaire national du Parti communiste français